

Fonction publique : Le changement, c'est pas pour tout de suite

C'est à la fin de la semaine dernière que le gouvernement de Jean-Marc AYRAULT a dévoilé ses premières orientations pour le projet de budget 2013, aux conséquences importantes pour la Fonction publique.

Autant le dire tout de suite : pour l'essentiel, il s'agit d'une grave erreur d'aiguillage.

Si l'UGFF – CGT se félicite sans ambiguïté des créations d'emplois annoncées, en particulier dans l'Education Nationale, elle condamne tout aussi clairement les suppressions à due concurrence prévues dans la plupart des autres ministères.

En supprimant de nouveau des dizaines de milliers d'emplois dans des secteurs durement touchés par cinq années de Sarkozisme, le Premier ministre prend la lourde responsabilité d'aggraver les conditions de travail déjà dégradées des agents et d'altérer la qualité du service public rendu aux citoyens.

Et ce, d'autant plus que des crédits de fonctionnement et d'intervention – indispensables à l'action publique – vont également subir de lourdes amputations.

Pour l'UGFF – CGT, la Fonction publique et ses salariés ne sont pas une variable d'ajustement économique. Ils sont des vecteurs incontournables du progrès social et du bien être de toute la population.

L'arrêt de la Révision Générale des Politiques Publiques, expression mise en avant par le candidat François HOLLANDE, ne saurait être synonyme de formule alibi pour le Président.

De surcroît, il faut souligner que ces décisions essentielles sont prises sans la moindre concertation avec les organisations syndicales et avant toute réflexion par les missions de la Fonction publique. Là aussi, il ne s'agirait pas que ces nombreuses déclarations gouvernementales ne soient que de purs slogans incantatoires, voire de simples paravents.

Sur le fond, réduire la dette et les déficits passe avant tout par une autre répartition des richesses créées, adossée à une véritable réforme fiscale mettant à contribution les stratosphériques et indécentes profits et revenus qui existent – et se développent - en France pour une minorité de privilégiés.

L'UGFF – CGT réclame à nouveau, comme elle l'a fait lors de sa prise de contact avec Marylise LEBRANCHU, un moratoire immédiat sur les suppressions d'emplois.

D'ores et déjà, elle appelle les salariés de la Fonction publique à mettre en débat la perspective d'une mobilisation rapide, d'autant plus indispensable si le gouvernement ne change pas de cap de manière urgente.

Montreuil, le 2 juillet 2012